

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Lille, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL (Ex SOGETRA)

10 Quai de la Citadelle
BP 3126
59140 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0007002290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL (Ex SOGETRA) implanté rue Joseph FLIPO 59210 Coudekerque-Branche. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2026 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite a été annoncée préalablement à l'exploitant par courrier électronique transmis en date du 27 novembre 2025.

Elle a pour objectif de vérifier la complétude du système documentaire SGS (système de management de la sécurité) au titre de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et du statut SEVESO Seuil Haut de l'établissement.

Suite à la notification de la fin de contrat des clients principaux de l'établissement, l'exploitant a

annoncé l'arrêt des activités de stockage actuelles sur le site de Coudekerque, à l'horizon de fin avril 2026. Les suites administratives de l'activité ICPE ne sont pas connues de l'exploitant au jour de l'inspection (cessation définitive ou changement d'exploitant ou mise en location au profit de nouveaux clients logistiques).

La société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL a repris récemment les activités suite à un changement d'exploitant de l'ancienne société SOGETRA, suite à un rachat par le groupe CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL, lui-même sous la direction du groupe CMA CGM. Ce changement a été acté par arrêté préfectoral pris en date du 15 décembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL (Ex SOGETRA)
- rue Joseph FLIPO 59210 Coudekerque-Branche
- Code AIOT : 0007002290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL exploite sur son site de Coudekerque-Branche un entrepôt de produits manufacturés de type :

- produits alimentaires (margarines, sauces, moutardes, etc),
- produits d'hygiène corporelle (shampoings, dentifrices, après rasage, déodorants, etc),
- produits pharmaceutiques (médicaments, préparations pharmaceutiques, etc).

L'entrepôt CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL est organisé aujourd'hui de la manière suivante :

- 6 cellules principales (ou « Halls ») : A, B, C, D, F et G dont les surfaces de stockage varient de 855 m² à 2 860 m² ;
- deux chambres froides ;
- un local alcool (Hall E) ;
- un atelier de charge du matériel de levage et de nettoyage ;
- une chaufferie (1,4 MW de puissance, pour fournir de l'eau surchauffée aux aérothermes du bâtiment) ;
- un local fioul (deux cuves aériennes d'une capacité unitaire de 0,4 m³ : une cuve de fioul domestique pour la chaufferie et une cuve de gazole pour certains engins de manutention) ;
- un poste électrique ;
- des bureaux.

L'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral pris en date du 25/02/2020 à augmenter la capacité de stockage des entrepôts existants, par la construction de deux nouveaux Halls H et I de respectivement 2 350 m² et 1 300 m². Ces entrepôts sont prévus au sud des Halls existants F et G. Via ce projet, le site a été classé SEVESO seuil Haut pour le stockage d'aérosols (rubrique 4320 de la nomenclature des installations classées). Les Halls H et I ne sont toujours pas construits à ce jour. Les potentiels de dangers présents sur le site sont liés essentiellement au stockage de produits combustibles (incendie).

Suite à la perte du marché concernant le stockage de produits pharmaceutiques, la société CEVA

AIR & OCEAN INTERNATIONAL souhaite diversifier ses activités en stockant, dans des halls existants, des matières premières servant à la construction de batteries électriques pour automobiles. Elle a déposé un dossier à connaissance de modifications. Ce dossier est en cours d'instruction par la DREAL Hauts-de-France (transmission du 24/08/2025). L'activité souhaitée ne serait plus d'actualité, l'exploitant doit indiquer les suites administratives liées à cette demande, voir point de contrôle n°1 du présent rapport.

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les activités actuelles du site sont en cours de cessation d'activité. Plusieurs Halls de stockage ont été complètement vidés de toutes matières combustibles. Les produits alimentaires et d'hygiène corporelle ne sont plus présents sur le site. Les produits pharmaceutiques sont en phase d'arrêt, avec échéance d'arrêt définitif à fin avril 2026.

Les suites administratives sont à définir par l'exploitant. Plusieurs options seraient actuellement à l'étude:

- cessation d'activité définitive,
- changement d'exploitant,
- mise en location au profit de nouveaux occupants.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance de modifications	Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	PPAM - Elaboration et Objectifs	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-33	Demande d'action corrective	15 jours
4	PPAM - Rôles et organisation	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-33	Demande d'action corrective	15 jours
5	Mise en place d'un SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Complétude du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/07/2012, article article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	PPAM - Existence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les activités présentes, plusieurs Halls de stockage ont été complètement vidés de toutes matières combustibles. Les produits alimentaires et d'hygiène corporelle ne sont plus présents sur le site. Les produits pharmaceutiques sont en phase d'arrêt, avec échéance d'arrêt définitif à fin avril 2026.

L'exploitant doit définir les suites administratives liées aux activités du site.

Concernant le SGS (système de management de la sécurité), les éléments présents sont très succincts (seule une PPAM en vigueur), les procédures et formulaires associés au manuel SGS n'ont pas été déclinés via le nouvel exploitant CEVA AIR and OCEAN INTERNATIONAL. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé.

Les garanties financières ne sont pas actuellement en place. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance de modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, PAC Batteries
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.
Constats : Un porter à connaissance de modifications a été déposé par l'exploitant. Il a été transmis en date du 29/08/2025. En séance, l'exploitant a indiqué que ces modifications ne seraient plus d'actualité, compte-tenu de la perte du client souhaité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
In fine, l'exploitant doit se positionner officiellement sur le maintien ou non de cette demande. Délai: 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : PPAM - Existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose des documents suivants : - Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM), référence PPAM CEVA en France, signée à Coudkerque le 9 janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PPAM - Elaboration et Objectifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-33
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant , le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs. Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.
Constats : La Politique de Prévention des Accidents Majeurs a été validée par Monsieur Laurent Jouveau,

<p>responsable logistique CEVA LOGISTICS, le 9 janvier 2026.</p> <p>Il s'agit d'une PPAM générique du groupe CEVA.</p> <p>Aucune spécificité du site Coudekerque Branche n'a été déclinée.</p> <p>Compte-tenu de la situation du site en termes d'activités, les mesures de maintien de la sécurité sont attendues, dans l'immédiat et de manière prioritaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu une déclinaison locale de la PPAM du site. Délai 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : PPAM - Rôles et organisation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-33</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PPAM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'organisation est en profonde mutation et n'est plus clairement définie (départ effectif du directeur de site).</p> <p>Cette modification d'organisation n'est pas tracée au sein du système documentaire.</p> <p>Les évolutions doivent être prises en compte rapidement au sein du système documentaire, avec l'objectif sur maintien en sécurité du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les rôles et organisation des membres de l'entreprise doivent être revus suite aux mutations rencontrées au sein de l'entreprise. Délai 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Mise en place d'un SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. [...]

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

L'ensemble du système documentaire présent (hors champ de la Politique de Prévention des Accidents Majeurs), n'est pas décliné via la société CEVA AIR and OCEAN INTERNATIONAL. Les éléments présentés sont issus de l'ancienne organisation SOGETRA.

Un examen détaillé de ces éléments ne s'est pas avéré pertinent.

Néanmoins, par rapport l'exploitation du site, l'inspection relève des actions correctives à mettre en place, dans le cadre de la poursuite d'exploitation du site. Il s'agit notamment du plan d'actions global site en lien avec l'ancienne documentation en place, en lien avec le tableau de suivi des contrôles périodiques. Par courrier électronique en date du 05 février 2026, l'inspection demande les éléments suivants:

- > suites apportées au constat du surpresseur incendie présent dans le bâtiment (joindre le rapport DESAUTEL associé présenté en séance);
- > copie du devis 03959959 signé le 19/12/2025 concernant la porte coupe-feu du vestiaire;
- > suites apportées concernant le désenfumage au constat "intervention toiture impossible", ligne de vie en cours de commande;
- > suites apportées au constat paratonnerre "non conforme" (joindre le rapport BCM Foudre associé présenté en séance);
- > suites apportées à l'absence de manche à air sur le site;
- > suites apportées à la création d'un second accès "pompier" sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de poursuite de ses activités, l'exploitant doit procéder à la déclinaison du système documentaire existant en lien avec la nouvelle organisation mise en place. Le plan d'actions global site doit être repris et poursuivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Complétude du SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : <ol style="list-style-type: none">1. Organisation, formation [...]2. Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs [...]3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation [...]4. Conception et gestion des modifications [...]5. Gestion des situations d'urgence [...]6. Surveillance des performances [...]7. Audits et revues de direction [...]
Constats : Le système SGS en place n'est pas complet. La documentation présente, hors champ de la Politique de Prévention des Accidents Majeurs, n'est pas décliné sous la nouvelle organisation CEVA AIR and OCEAN INTERNATIONAL. Un examen exhaustif ne s'est pas avéré pertinent. Le chapitre 1 sur l'aspect Organisation n'est pas du tout en place avec les données réelles du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cas de poursuite d'activité et maintien du statut SEVESO Seuil Haut, le système SGS doit être mis à jour de manière complète, en lien avec l'ensemble des 7 items réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/07/2012, article article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le document attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'un engagement

écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe I.

Constats :

Initialement, les garanties financières de l'établissement étaient fixées à 235 505 euros TTC. Suite aux évolutions des activités, ce montant a été ré-évalué, notamment à travers le porter à connaissance de modifications transmis en date du 29/08/2025 (annexe 4 du document). Dans son courrier de demande de changement d'exploitant adressé en Préfecture du Nord en date du 24 octobre 2025, la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL s'est engagée à mettre en place ces garanties financières d'un montant de 5 373 868,85 euros, date de constitution à la date du 1er janvier 2026. A ce jour, aucun document n'a pu être attesté par l'exploitant sur la mise en place effective de ces garanties financières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de poursuite d'activité et maintien du statut SEVESO Seuil Haut, les garanties financières doivent être constituées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois